

**ETUDE POUR LA PRISE EN COMPTE DE LA
DIMENSION GENRE DANS LE PROGRAMME DE
RELANCE DES ACTIVITES ECONOMIQUES ET
SOCIALES EN CASAMANCE**

RAPPORT D'ETUDE PRESENTE A L'UNIFEM

MAI 2001

PAR Fatou SARR (Ph.D)

SOMMAIRE

Introduction	4
I - Analyse du statut de la femme dans le contexte socioculturel	5
II - Les besoins et préoccupations des femmes dans le PRAESC	6
Déménagement.....	6
Démobilisation réinsertion et réintégration	7
Reconstruction et réhabilitation des infrastructures	8
Appui au développement communautaire	10
III - Analyse des possibilités en présence.....	18
Analyse des compétences et savoir-faire des femmes	18
Analyse des capacités organisationnelles des femmes	18
Evaluation des capacités des structures existantes	19
IV- Contraintes.....	19
Accès au crédit.....	19
Accès à la terre	20
Position sociale.....	21
Problèmes de formation et d'information et faibles capacités techniques.....	21
V - L'implication des femmes dans la négociation de la Paix.....	21
Conclusions et recommandations	23
Priorités identifiées par les femmes.....	23
Actions à soutenir.....	24

SIGLES

AMA :	Association Musulmane d’Afrique
AGADA :	Agir Autrement pour le Développement
APCR :	Association des Présidents de Communautés Rurales
AJAC :	Association des Jeunes Agriculteurs de Casamance
CRS :	Catholique Reliance Service
DERBAC :	Développement Rural de la Basse Casamance
FAFS :	Fédération des Associations de Groupements Féminins
FGPF :	Fédération des Groupements de Promotion Féminine
FONGS :	Fédération des Ongs du Sénégal
GIE :	Groupement d’Intérêt Economique
GPF :	Groupements de Promotion Féminine
GRAPAC :	Groupe de Recherche et d’Action pour la Paix en Casamance
HCR :	Haut Commissariat aux Réfugiés
MST	Maladie Sexuellement Transmissible
ONDH :	Organisation Nationale des Droits de l’Homme
OMS :	Organisation Mondiale de la Santé
PAARZ :	Programme Activité Autonomie Région de Ziguinchor
PNLS :	Programme National de Lutte contre le Sida
PRAESC :	Programme de Relance des Activités Economiques et Sociales
RADHO :	Rencontre Africaine des droits de l’Homme

Introduction

Dans le cadre de la mission préparatoire au Programme de Relance des Activités Economiques et Sociales en Casamance (PRAESC), les partenaires au développement du Sénégal ont adhéré à la proposition soutenue par l'UNIFEM, le PNUD, L'UNESCO, l'UNICEF et le PAM de la participation pleine et au sein de la mission préparatoire à la « mission principale » ultérieure d'une expertise en genre.

Pour l'UNIFEM, l'évaluation des besoins, les stratégies et les actions à mettre en oeuvre doivent prendre en compte les préoccupations de toutes les composantes : hommes, femmes, jeunes et personnes âgées, pour éviter des inégalités dans l'accès aux ressources, aux opportunités, ainsi qu'aux services publics et privés.

Le présent rapport a pour but d'amener les responsables du programme à accorder une attention particulière à la situation des femmes et à prendre en compte de manière transversale les préoccupations de genre au niveau des différentes composantes :

- 1) Déminage
- 2) Désarmement démobilisation et réintégration
- 3) Reconstruction et réhabilitation des infrastructures
- 4) Appui au développement communautaire
- 5) Interventions structurelles

Méthodologie

Pendant la phase préparatoire, l'équipe a tenu des séances de travail pour avoir une compréhension commune des objectifs de la mission et pour déterminer les modalités de travail sur le terrain.

La consultante en genre et développement a produit un document de travail destiné à l'ensemble de l'équipe (voir en annexe), pour que la dimension genre soit prise en compte, dans l'ensemble des composantes, tout au long de la collecte et de l'analyse des données aussi bien pour la région de Ziguinchor que la région de Kolda.

L'enquête de terrain de la consultante en genre et développement a concerné uniquement la région de Ziguinchor, mais l'analyse globale couvre aussi la région de Kolda.

L'analyse a été faite à partir de différentes études réalisées sur la zone, et de la documentation disponible. Sur le terrain des entretiens individuels et des entretiens de groupe ont été réalisés auprès de différents acteurs (services administratifs, organismes

intervenants sur le terrain, groupements féminins, personnes impliquées dans la gestion du conflit.

Ce rapport porte sur les points suivants :

- 1) Le statut de la femme dans les contextes socioculturel de la Casamance
- 2) L'analyse des besoins et des préoccupations des femmes
- 3) L'examen des capacités des acteurs
- 4) L'analyse des contraintes qui se posent aux femmes
- 5) L'implication des femmes dans la négociation de la Paix
- 6) Conclusions et recommandations

I - Analyse du statut de la femme dans le contexte socioculturel

Le statut de la femme en Casamance est sensiblement le même que celui des autres femmes du Sénégal. Il est caractérisé par des rapports sociaux inégaux en faveur des hommes, ces derniers ont plus accès à la terre, aux ressources économiques, à l'éducation et au pouvoir. En effet l'égalitarisme dans le système social diola tel que décrit par les sociologues et les historiens n'a été examiné que du point de vue des relations sociales entre groupes sociaux mais on n'a pas prêté attention aux inégalités de genres. Cependant le statut des femmes diffère selon les groupes ethniques. Selon les données du Service Régional de la Prévision et de la Statistique, on peut identifier les diolas (60,66%) les mandingues (9,31%) les halpulars (8,79%) les wolofs (4,80%), les manjaack (3,76%), les balantes (2,51%) les sérères (2,40%) ainsi que d'autres sous groupes. Cependant la majorité des populations appartient à des modes d'organisation sociale qui renvoient à deux grands groupes.

Dans le premier groupe, on retrouve les mandingues et les peulhs chez qui, il y a une supériorité absolue de l'homme sur la femme; et cette dernière est exclue de la gestion du pouvoir. Dans le deuxième groupe, on trouve les populations suivantes : Manjaaque, Mancagne, Balante et Baïnouck qui malgré les différences de culture et de langue ont des systèmes proche des diolas. Dans le modèle diola, la femme semble avoir plus d'autonomie que dans le modèle mandingue. Mais cette apparente autonomie n'en cache pas moins des rapports inégalitaires au détriment de la femme. En effet en milieu diola, la terre s'hérite de père en fils et la femme n'hérite pas de la terre à l'exception des zones de Bandial, de Niaguiss et du Blouf ; ces zones sont situées dans la rive Sud du fleuve Casamance. Malgré cette exclusion de la propriété de la terre, les femmes partagent avec leur époux la responsabilité de nourrir la famille : l'homme en hivernage et la femme en saison sèche quand les ressources sont plus rares. La femme subit d'autres injustices, elle n'hérite quasiment pas de son mari, et en cas de divorce les enfants appartiennent au père.

Le contexte de crise accroît les responsabilités des femmes dans la gestion de la famille sans que cela ne se traduise par une redéfinition des rapports sociaux. La migration permanente touche plus le groupe diola que les autres ethnies; et dans cette communauté on note que 80% des femmes qui émigrent le font pour chercher du travail en ville et seules 15% des jeunes femmes qui émigrent le font pour poursuivre leurs études contre 30% pour les jeunes hommes.

Cependant les femmes diola assument des fonctions de prêtresse et sont responsables de cultes, et ce pouvoir religieux leur confère respect et crainte de la part des hommes. C'est pourquoi traditionnellement elles pouvaient s'interposer en cas de conflit entre belligérants sans aucun risque, car selon les croyances, la malédiction des femmes pouvait leur être fatale. Une femme pouvait condamner un homme à une mort certaine rien qu'en se dénudant devant lui.

La crise engendrée par le conflit casamançais a bouleversé la société et dans ce contexte de mutation, du fait de la responsabilité croissante des femmes pour assurer la survie de la communauté, il se dessine des possibilités nouvelles pouvant concourir à l'avènement d'une société plus juste et plus égalitaire entre hommes et femmes.

Les femmes grâce à de nouvelles formes d'organisations sociales et économiques mettent en place des mécanismes qui peuvent les mener vers une plus grande autonomie économique qui pourrait leur donner plus tard plus de pouvoir.

À cause de la position centrale des femmes, le PRAESC, en appuyant les secteurs dans lesquels elles se trouvent, pourrait contribuer à donner à la Casamance toute entière des chances optimales d'un développement durable et équitables au profit de tous.

II - Les besoins et préoccupations des femmes dans le PRAESC

L'analyse des besoins et des préoccupations des femmes porte sur quatre aspects contenus dans les termes de référence de l'étude :

- le déminage
- le désarmement, la démobilisation et la réintégration
- la reconstruction et la réhabilitation des infrastructures
- l'appui au développement communautaire

Déminage

Pour le déminage, il ne se pose pas de problèmes particuliers aux femmes, car hommes et femmes évoluent ensemble sur les mêmes espaces, les lieux de production étant parfois confondus avec les lieux d'habitation. Cependant certains espaces sont plus fréquentés par les femmes : il s'agit des rizières, des lieux de cueillette et des blocs maraîchers.

Si le déminage doit impliquer les populations, l'expérience des femmes pourrait être utile. Par exemple quand le village n'en pouvait plus de voir 5 à 10 personnes mourir par jour, les femmes ont décidé de faire face à la situation avec leurs propres moyens. Tous les jours, au réveil, les adultes hommes et femmes s'attelaient à débusquer les mines au moyen de fourches, et c'est après avoir ratissé tout le village qu'ils laissaient les enfants sortir.

Démobilisation réinsertion et réintégration

La mise en place d'un programme pour la démobilisation, la réinsertion et la réintégration des combattants suppose au préalable la définition et l'identification de la cible.

L'identification des populations concernées

Les combattants hommes ne sont pas les seules personnes concernées par la réinsertion et la réintégration. Les femmes, au même titre que les hommes, ont été impliquées dans la crise comme actrices et comme victimes.

Il n'y a pas que des hommes dans le maquis, selon les informations reçues, il existe aussi des femmes même s'il est difficile d'évaluer leur nombre. Certaines se sont mariées à des combattants, d'autres participent à la guerre. Il est souvent rapporté, que les femmes sont largement impliquées dans le trafic et la circulation des armes et des munitions et rien ne dit qu'elles n'en ont conservé par devers elles. Elles ont posé des mines anti-personnelles et recevaient de l'argent à chaque fois que la mine faisait une victime et le prix variait selon qu'il s'agissait d'un civil ou d'un militaire.

Victimes, elles ont subi des sévices sexuelles. Dans des villages des femmes et des jeunes filles ont été enlevées et destinées à l'esclavage sexuel¹. Certaines ont mis au monde des enfants dans le maquis, d'autres ont été victimes, des mines. Selon les statistiques de Handicap International, 24% des victimes des mines sont des femmes.

Il y aussi toutes les victimes indirectes du conflit qui se trouvent dans une situation d'exclusion et de vulnérabilité. Celles qui n'ont pas été dans le maquis ont eu la responsabilité d'assurer seule la survie de leurs familles quant leurs époux sont des combattants ou ont émigré à cause du conflit. Beaucoup sont devenues veuves ou ont été abandonnées ou divorcées. Il y a des filles-mères, des orphelines, des victimes des mines, des déplacées à l'intérieur du Sénégal et dans les pays limitrophes.

Selon la RADHO, en 1998 la crise a entraîné la disparition de 210 villages et l'existence de 30 000 réfugiés en Gambie et en Guinée -Bissau et 500000 personnes sont déplacées à

¹ Les rebelles qui narguaient leurs époux en dispersant dans les villages des photo de leurs femmes au moment des viols. Révoltées, les populations des Kalounayes qui ont combattu à leur tour les rebelles pour mettre fin à ces pratiques dans leur zones.

l'intérieur du Sénégal. Selon le HCR (Haut Commissariat aux réfugiés), il y a 9803 enfants réfugiés en Gambie et en Guinée-Bissau.

Les déplacées qui vivent dans la région de Ziguinchor sont sans ressources et les familles d'accueil se sont considérablement appauvries. Au 28 mai 2001, les services de la Gouvernance de Ziguinchor avaient identifié 28 146 personnes déplacées dont 24 517 pour le seul département de Ziguinchor, et environ 14 596 pour la commune. Ainsi donc toutes ces personnes doivent être concernées par la politique de réinsertion.

Prise en charge psychosociale

Les femmes estiment que ceux qui ont pris les armes ont subi des transformations dans le maquis à cause de l'utilisation abusive de la drogue et à des pratiques qui sont la marque d'une dé-socialisation. Les femmes ont visiblement peur de cohabiter avec des personnes qu'elles considèrent comme déséquilibrées. Elles préconisent une prise en charge de ces derniers dans des espaces de désintoxication et de psychothérapie avant de les laisser se mêler à la population.

L'appui économique

Les populations mettent en garde contre une approche qui voudrait privilégier uniquement les combattants, car des projets spécifiques pour les combattants risquent de créer des frustrations. Les déséquilibres créés pourraient renforcer dans la conscience des populations qui n'ont pas voulu prendre les armes que ces derniers avaient raison de rejoindre la rébellion. D'ailleurs l'expérience initiée avec un groupe de l'aile Nord a eu des effets négatifs. Leur nouveau statut de riches propriétaires d'unités de production, de véhicules flambants neufs et leur arrogance ont créé beaucoup de frustrations. Ceux qui avaient refusé de s'impliquer l'ont perçu comme une punition. Cela a encouragé des jeunes, surtout ceux confrontés à la faim et à la misère, à rejoindre le maquis.

Les populations préconisent de mettre en place une politique de réinsertion économique équitable pour à tous, parce qu'elles ont toutes été frappées par la crise. Il faut une approche qui prenne en compte ensemble rebelles, populations déplacées, familles d'accueil, victimes des mines, etc. Dans ce cadre, les femmes devraient être bénéficiaires des programmes économiques car c'est autour d'elles que ce qui reste de la famille se construit.

Reconstruction et réhabilitation des infrastructures

La reconstruction et la réhabilitation des infrastructures et des équipements concerne les hommes et les femmes différemment, aussi bien dans l'évaluation des besoins que dans leur gestion.

Infrastructures routières

La politique des infrastructures routières obéit davantage à une logique administrative qu'à une logique économique, c'est pourquoi, les grands axes relient les grands centres et les localités secondaires.

Globalement, les infrastructures routières bénéficient plus aux hommes qu'aux femmes. Les femmes à cause de leur responsabilité familiale ont un rayon de déplacement plus réduit que les hommes et empruntent moins les grands axes.

Même la politique de piste de production ne touche pas les zones de production où se trouvent les femmes. Les circuits de déplacement des femmes des lieux de production à la piste ne sont pas aménagés pour leur permettre d'y accéder par un moyen de transport. Elles qui, ont la charge d'acheminer la production agricole des champs au bord des chemins et c'est à ce moment seulement que les hommes par les divers moyens de transport prennent le relais.

Moyens de transports

Les femmes commencent à s'impliquer dans la gestion de moyens de transport individuellement ou collectivement par le biais de GIE. Individuellement elles gèrent des taxis urbain ou interurbains. Les informations obtenues au Service régional du transport nous ont permis de voir qu'il y a de plus en plus de femmes qui s'investissent dans ce secteur généralement réservé aux hommes.

Etats de documents de transports délivrés par le service régional de transport de Ziguinchor en mai 2001

	Hommes	Femmes	GIE	Total
	Nbre	Nbre	Nbre	Nbre
Agréments délivrés	292	37	16	345
Agréments en instances	183	30	09	222
Licences délivrés	229	20	12	261
Licences en instance	122	10	08	140
Total	826	97	45	968

Selon le chef de service régional des transports, les femmes sont plus présentes dans le transport urbain qui est plus rentable que le transport inter-urbain. En effet le transport interurbain pose plus de problème à cause de l'insécurité et du comportement des chauffeurs souvent difficile à contrôler par une femme.

Cependant les rares femmes qui évoluent dans le secteur du transport interurbain ont hérité l'outil de production de leur défunt mari. Quelques associations de femmes font des incursions dans ce secteur, c'est le cas de l'Union Santa Yalla et de l'association Kagamen qui, parviennent à acquérir des camions de transport de marchandise.

Le transport fluvial est un moyen très utilisé par les femmes pour convoier leurs produits ou pour joindre les structures de santé. Elles ne sont pas propriétaires de ces moyens de transports car l'acquisition est au-dessus de leurs moyens. Une pirogue originaire coûte 1, 5 à 2 millions de F.cfa et une pirogue de 12 mètres peut revenir à 12 millions F.cfa. L'Union Santa Yalla, elle dispose d'une pirogue de pêche.

Infrastructures communautaires et équipements collectifs

Dans les localités abandonnées par les populations à cause de l'insécurité, les cases foyers se sont détériorées et les équipements tels que les moulins à mil ont été ou emportés par les rebelles ou abîmés par la rouille. Les écoles et postes de santé ont été minés ou détruits par les rebelles. Les puits abandonnés sont en mauvais état.

Les femmes ont fait des propositions sur les aspects suivants :

- la réhabilitation des infrastructures telles que les cases foyers et les maternités dans les zones où elles se sont détériorées ou leurs implantations pour les zones qui n'en disposent pas. Elles souhaitent l'alimentation en eau et en électricité de ces infrastructures;
- la mise en place d'équipements pouvant alléger leurs travaux. Il s'agit d'adduction d'eau, de moulins à mil, de batteuses pour le riz, d'équipements pour l'extraction de l'huile de palme ou de tracteurs pour la culture du riz;
- la mise en place d'équipements pour la transformation et le traitement et la conservation des produits tels que : des chambres froides pour les produits périssables et du matériel de conditionnement des produits comme le miel.

Appui au développement communautaire

L'appui du développement communautaire concerne les populations casamançaises dans leur globalité. L'examen porte sur l'accès des femmes aux services sociaux de base et l'évaluation des initiatives féminines pour voir comment les accompagner.

Accès des femmes aux services sociaux de base

Les femmes sont confrontées à d'énormes difficultés pour l'accès aux services sociaux de base tels que : les services de santé et de nutrition communautaire, l'éducation, l'eau et l'assainissement, l'accès à l'électricité ou toute autre forme d'énergie.

Santé

L'accessibilité géographique des structures de santé est de plus en plus difficile pour les femmes restées en zone rurale, du fait de la destruction des infrastructures et de l'absence de personnel de santé dans leur zone. Celles qui ne sont pas détruites se sont détériorées après l'abandon, et le matériel a été pillé. L'insécurité et la difficulté de déplacement surtout en hivernage coupent les populations des services de santé.

L'accessibilité financière est de plus en plus difficile du fait de la pauvreté de la zone. Les populations déplacées, même quand elles sont proches des structures de santé, n'arrivent pas toujours à s'acquitter des tickets modérateurs et ne peuvent pas acheter les médicaments. Un certain nombre de problèmes de santé se posent pour les femmes comme la mortalité maternelle et les MST / Sida. En ce qui concerne les MST/Sida, l'ampleur de l'infection est mal maîtrisée car le contexte de crise ne permet pas une collecte de données exhaustive dans la zone du fait de la non fonctionnalité de la plupart des structures de santé. Cependant, les données disponibles au niveau du PNLS (Programme national de lutte contre le Sida) rendent compte de la vulnérabilité des femmes par rapport au SIDA.

Dans le département de Ziguinchor, parmi les adultes de plus de 15 ans il y a 3300 personnes infectées dont 1500 femmes (45, 45%) soit un taux de prévalence de 0,90%. Dans le département de Kolda, parmi les adultes de plus de 15 ans il y a 4300 personnes infectées dont 2000 femmes (46,51%) soit un taux de prévalence de 0,80%. Cependant le taux de prévalence des prostituées est estimé à 20%.

Selon le responsable du Programme national de la lutte contre le Sida, le Docteur Ibra Ndoye, il y a une politique de décentralisation pour l'accès aux ARV (Anti rétro viraux), mais la Casamance n'y a pas encore accès parce que le financement n'est pas disponible.

En ce qui concerne la mortalité maternelle, la situation au Sud du pays est alarmante. Si au niveau national le chiffre avancé est de 510 décès pour 100 000 naissances vivantes, à Kolda, le rapport est de 1200 pour 100 000 naissances.

La nutrition

Les populations déplacées et leurs enfants notamment, ont des difficultés pour se nourrir convenablement. Leur accès aux programmes de nutrition communautaire et aux cantines scolaires est plus difficile du fait de la participation financière exigée. L'accès des femmes aux aides alimentaires distribuées par les programmes révèlent des difficultés liées au chantage et au harcèlement sexuel des distributeurs, d'où la demande des femmes de revoir les procédés de distribution et d'en confier la responsabilité à des femmes.

Les programmes de cantine scolaire ont soulagé beaucoup de familles c'est pourquoi elles en souhaitent l'extension, mais voudraient que les modalités d'accès soient moins contraignantes pour les familles les plus pauvres.

Etat des lieux des cantines extension région de Ziguinchor et Kolda (février -mars 2001)
- UNICEF

	Cantines		Effectifs réels			Bénéficiaires		
	Men	PAM	Garçon	fille	Total	Garçon	Fille	Total
ZIGUINCHOR								
Ziguinchor	19	21	12 364	9735	22 099	9542	7834	17 376
Bignona	80	25	13 219	10 759	24 611	13 219	10 759	24 611
Oussouye	5	20	2330	1844	4174	2328	1 842	4170
Total	104	66	27 913	22 338	50 884	25 089	20435	46 157

A Ziguinchor, parmi les bénéficiaires 55% sont des garçons contre 45 % de filles.

	Cantines		Effectifs réels			Bénéficiaires		
	Men	PAM	Garçon	fille	Total	Garçon	Fille	Total
KOLDA								
Kolda	29	26	1725	1201	2926	1725	1201	2926
Sédhiou	43	23	8785	4606	13389	8542	4383	13 025
Vélingara	43	0	5770	3944	9714	5328	3533	8 881
Total	115	49	16 280	9749	26 029	15 595	9117	24 832

A Kolda, 63% des bénéficiaires sont des garçons contre 37% de filles

Education

La Casamance, à cause de l'influence de l'Église a bénéficié d'une scolarisation plus poussée que les autres régions du Sénégal; mais la région de Ziguinchor a particulièrement souffert de la crise, à cause du déficit important d'enseignants et du déplacement des populations et des élèves. Tandis que le taux brut de scolarisation au niveau national a progressé de 9 points entre 1990 et 1998, à Ziguinchor il est passé de 83,3% à 81,9%. Les filles ont été plus affectées par cette situation. Cependant en 1999 et en 2000, avec la relative accalmie, la situation semble s'améliorer avec respectivement un taux de 92,9% et 92,1%.

Evolution du taux brut de scolarisation

	90-91			97-98			
	MF	G	F	MF	G	F	I/P
Ziguinchor	83,3			81,9	84,4	79,2	0,94
Kolda	37,11			58,1	69	48,1	0,70
Sénégal	48,1			57	62,4	52,1	0,83

Source : Rapport National du Bilan de l'Éducation
par tous en l'an 2000

Au plan national, en 1998/99 le taux d'encadrement a été sensiblement amélioré, le ratio élève maître est passé de 57 à 49, par contre il s'est dégradé à Ziguinchor (58 contre 64) et à Kola (47 contre 51).

En février 1999 le recensement de l'inspection d'Académie estimait à 5097 les élèves déplacés dont 4627 pour le département de Ziguinchor, soit 90,77%.

Des écoles entières ont été déplacées et hébergées par d'autres. Ainsi, quatre écoles de la commune (François Ntab, Daouda Sané, Kénia, Lyndiane 3) et quatre écoles des arrondissement de Niaguis et de Nyassia en hébergent d'autres. À Lyndiane 3, une école a été créée pour les enfants déplacés de la commune.

Ecoles déplacées dans des sites d'accueil (en italique) et leurs effectifs

	Garçons	Filles	Total
Madina Mancagne (<i>François Ntab</i>)	87	51	138
Matar Diémé (<i>François Ntab</i>)	330	260	590
Djibélor Baraf (<i>Daouda Sané</i>)	54	56	110
Sône (<i>Arrondissement de Niaguis</i>)	79	89	168
Bouroufaye Diola (<i>Commune à kenia</i>)	64	77	111
Lyndiane 3 (<i>Commune</i>)	365	351	716
Total	979	884	1833

Source : Inspection d'académie de Ziguinchor

Outre ces écoles qui ont déménagé avec leurs effectifs, plusieurs élèves sont dispersés dans les différentes écoles du département, ce qui pose des problèmes : l'espace se réduit, les latrines ne suffisent pas et cette situation affecte davantage les filles.

Les principaux indicateurs montrent qu'il y a un écart important entre filles et garçons et le programme de relance de la Casamance doit participer à garantir un accès égal aux filles et aux garçons aux services d'éducation. En 1999, le taux brut de scolarisation des filles était de 44% à Ziguinchor et 38% à Kolda. A cause des écoles fermées, de populations qui se déplacent, 64% des élèves n'ont pas suivi régulièrement leur scolarité et 53% des filles ont abandonné l'école.

Actuellement, 87% des personnes qui fréquentent les classes d'alphabétisation sont des femmes, et elles sont 96% à Bignona.

Auditeurs en 200/2001

	Centres	Hommes	Femmes	Total
Ziguinchor	100	823	2792	3615
Bignona	130	123	3889	4012
Oussouye	60	180	1033	1213
Total	290	1126	7714	8840

Eau (hydraulique urbaine et villageoise)

L'accès à l'eau potable demeure une question centrale pour la région et davantage pour les femmes qui sont chargées d'alimenter leurs familles. Actuellement la population a

une possibilité d'accès à l'eau potable à raison de 24 litres par jour par personne, ce qui est encore en-deça des normes de l'OMS qui recommande 35 litres par personne et par jour.

Les zones des îles sont les plus touchées, c'est pourquoi, les femmes ont salué l'expérience de Enda ACAS qui a initié un système de rétention des eaux pluviales avec des citernes. Une fois traitée, l'eau devient consommable, ce qui permet aux populations de s'assurer du minimum vital jusqu'au prochain hivernage. Pour beaucoup, il est important de démultiplier cette expérience.

Selon le rapport de présentation de la région de Ziguinchor, produit par la Gouvernance en mai 1999, sur les 34 forages hydrauliques de la région 31 sont fonctionnels. Selon le chef de service régional de l'hydraulique, chef de la brigade des puits et des forages, en 2001 il y a 33 forages fonctionnels dont 26 ont été mis en service durant les années 90. Ils sont dans les chef lieux des arrondissements et chefs des communautés rurales. Cependant on n'a pas procédé à des adductions d'eau pour alimenter les populations environnantes et les femmes continuent à assumer de lourdes charges pour alimenter les ménages en eau. Il reste encore une trentaine de villages, avec plus de 500 habitants, qui n'ont pas de points d'eau motorisé. Les nombreuses interventions des ONGs pour mettre en place des puits ne sont pas contrôlées par la direction de l'hydraulique et beaucoup de ces ouvrages ne répondent pas aux normes et sont parfois ensablés. Seuls les puits réalisées par l'ONG AMA, l'UNICEF et le DERBAC sont connus des services de l'hydraulique.

Le DERBAC et l'ONG ASDI ont contribué à la réalisation de puits dans les blocs maraîchers gérés essentiellement par les femmes mais cela reste insuffisant.

Le coût du forage est en moyenne de 100 000 F.cfa l'unité et même pour les puits ordinaires, le coût élevé de la réalisation, à raison de (200 000 Fcfa par mètre), n'est pas à la porté des individus ou des groupements féminins qui souhaitent avoir des ouvrages à des fins de production.

- Parce qu'un forage coûte cher et vu la dispersion de l'habitat, la réalisation de puits équipés de pompes manuelles en nombre conséquent, contribueraient à l'allègement des taches des femmes comme c'est le cas dans beaucoup de localités avec le programme FENU qui a couvert les régions de Tambacounda, Kaolack et ST Louis.

Gestion de la ressource

Il y a en principe un comité de gestion par point d'eau de 12 membres mais généralement, on ne trouve au plus que 2 femmes par comité de gestion. Elles sont en principe chargées de la fonction de trésorière, mais en réalité ne l'assument pas.

Les ouvrages réalisés sont utilisés en-deça de leur capacité. A Brin, le forage a une capacité de 320m³ mais seul 80m³ sont exploités, le reste aurait pu servir à développer

des activités de production pour les populations et notamment les femmes qui sont très impliquées dans le maraîchage. Il se pose un problème de d'implication des populations, de sensibilisation et d'animation pour les amener à une meilleure gestion de la ressource.

Electricité / énergie

Les femmes ont besoin d'avoir accès aux sources d'énergie pour leurs activités économiques. La faiblesse de leur revenus ne leur permet pas de réaliser des investissements nécessaires à l'installation et à l'acquisition de matériel de production nécessitant une consommation en énergie électrique.

Examen des initiatives féminines

Malgré le contexte de crise, les femmes prennent beaucoup d'initiatives au plan économique pour la survie de leurs familles. Elles se trouvent dans divers secteurs : artisanat, agriculture, pêche, élevage, conservation, transformation de produits, et commercialisation.

L'artisanat

Les activités des femmes dans l'artisanat sont très diversifiées, elles font la vannerie, la poterie, le tissage traditionnel, la fabrication des perles, la fabrication de calebasse ornées, la confection de poupées traditionnelles. Ce secteur de l'artisanat recèle un important potentiel économique en vue du développement de la région. Le pagne traditionnel est un objet obligatoire dans les cultes et cérémonies, c'est pourquoi la consommation interne est importante, elle est en moyenne de 11 par famille, mais outre le marché local, ce secteur peut connaître un développement important avec le retour du tourisme. L'acquisition de métiers à tisser permettrait aux producteurs de satisfaire à la fois la demande locale et de promouvoir la commercialisation extérieure.

L'agriculture et la production forestière

Dans la région de Ziguinchor, les femmes sont les principales productrices du riz elles sont très présentes dans les activités de cueillette etc.

Face aux problèmes de salinité des terres qui réduit les possibilités de culture des céréales, et de la production maraîchère qui exige beaucoup d'efforts et qui en retour donne peu de résultats faute de marché, les femmes se tournent de plus en plus vers l'exploitation des produits forestiers. Les fruits et les produits de cueillette posent moins de problème de conservation, et un produit comme l'anacarde a une valeur marchande très importante.

La production de l'huile de palme occupe beaucoup de femmes, mais elles ne disposent pas de moyens d'extraction performants et ont recours à des procédés artisanaux avec de faible niveau de rendement.

Transformation de fruits et légumes

Le conflit armé a considérablement réduit les possibilités de commercialisation des produits frais, c'est pourquoi les femmes s'intéressent de plus en plus à la transformation de fruits et légumes; mais elles continuent à avoir des problèmes de stockage et de débouchés.

Elevage et production de miel

Les femmes s'investissent dans l'élevage du petit ruminant : cochons, chèvres, cannes, mouton. Elles obtiennent des revenus substantiels avec l'élevage du porc. Elles souhaiteraient aussi s'impliquer dans la production du miel, grâce aux nouvelles techniques qui proposent des ruches près du sol. Traditionnellement, avec les ruches perchées en haut des arbres et l'exploitation était réservée exclusivement aux hommes.

La pêche et la transformation des produits halieutiques

Les femmes sont très présentes dans la transformation et la commercialisation des produits halieutiques. Elles pratiquent la cueillette des fruits de mer et font la pêche artisanale du petit poisson.

Les services

Les organisations féminines commencent à s'intéresser à la prestation de services, dans les domaines de la restauration et de l'assainissement et des télé services.

Les organisations féminines fondent beaucoup d'espoirs sur le développement de cantines scolaires et des écoles pour la petite enfance. Elles pensent qu'en mettant fin à l'utilisation de produits importés comme la sardine, on pourra promouvoir les produits locaux que sont l'huile de palme, le poisson fumé le nététo, le miel, les fruits etc. L'association Kagamen envisage de mettre en place une unité de restauration pour répondre à une demande naissante

Dans le domaine de l'assainissement, les femmes ont fait preuve d'esprit d'initiative au niveau organisationnel avec le programme PAMSEN, pour l'entretien de la voirie de Ziguinchor. Elles se sont mieux structurées en GIEs pour se poser en partenaires efficace pour la commune.

La commercialisation

Les femmes se retrouvent au niveau du commerce du détail, mais ce sont les hommes qui contrôlent le commerce du gros. Le marché, principal lieu de commercialisation compte 440 étals à raison de 4500 F.cfa le mois par la commune, et 336 cantines à raison de 15 à 23000 F.cfa le mois. Avec l'obligation du dépôt d'une caution de deux mois pour accéder à une cantine, les femmes, se contentent davantage dans étals, et les cantines sont sous le monopole des hommes.

Besoins exprimés par les populations selon les localités

Les besoins exprimés par les femmes de la région recourent ceux consignés dans un document produit par la Gouvernance en 1999.

Localités	Besoins
Département de Bignona	
Arrondissement de Tenghory	Acquisition de matériel d'allègement des travaux - Baisse des taux d'intérêt du crédit
Arrondissement de Sindian	Accès à l'eau potable, désalinisation et d'ensablement des rizières, construction de digues et barrages anti-sel
Bignona	Accès aux financements pour les activités économiques
Dioulolou	Installation d'un poste de santé et disponibilité de personnel médical - Réduction des taxes forestières - Installation d'un forage à Kafountine, aux îles Karones - Electrification des villages - Infrastructures de conservation et d'écoulement des produits halieutiques - Accès aux semences - Construction de digues anti-sels Construction de case foyer - Formation des femmes - Installation de matériel d'allègement des travaux.
Commune de ThionckEssyl	Installation de matériel d'allègement des travaux - Electrification de la case foyer Formation des femmes à la gestion du matériel
Département d'Oussouye	
Commune de Oussouye	Installation d'une unité de froid pour la conservation des produits maraîcher - Acquisition d'un camion pour évacuation des productions - Réparation de la décortiqueuse de riz en panne - Formation des femmes
Arrondissement de Cabrousse Cr de Djembéring	Écoulement des produits maraîchers - Financement de projet d'aviculture - Acquisition de matériel pour la maternité
Cr de Mlomp	Installation de matériel d'allègement des travaux - Disponibilité d'eau pour le maraîchage.
Département de Ziguinchor	
Arrondissement de Niaguiss	Installation d'un four de fumage de poisson - Construction d'une maternité - Sécurité Commercialisation des fruits - Acquisition de moyens de transports pour la commercialisation des produits - Installation d'une case foyer
Arrondissement de Nyassia	Appui aux initiatives économiques des femmes Appui financier et technique - Construction d'un de santé et disponibilité d'une sage femmes

Bien qu'ayant identifié les besoins de femmes dans le document produit en mai 1999, suite à la tournée économique conjointe du Gouverneur dans les trois départements de Ziguinchor, les préoccupations des femmes ont été ignorées au niveau des actions à réaliser à court et à moyen terme. C'est pourquoi, le PRAESC doit veiller à la présence significative des femmes dans les mécanismes de gestion du programme.

III - Analyse des possibilités en présence

La relance des activités économiques et sociales en Casamance doit s'appuyer sur le potentiel existant, en terme de savoir faire et de capacité organisationnelle des acteurs.

Analyse des compétences et savoir-faire des femmes

Les femmes des villes et les responsables des groupements féminins en général, ont bénéficié de diverses formations et elles ont une maîtrise des techniques de production dans divers domaines : la teinture, la fabrication de bougie et de savon, la coupe et la couture, la poterie, la transformation des fruits et légumes, ainsi que de produits halieutiques. Elles ont aussi reçu des formations en gestion.

Ces formations restent généralement sans suite, car faute de ressources, elles ne peuvent pas démarrer des activités de production, et à cela s'ajoute l'absence de marché à cause de l'insécurité.

Analyse des capacités organisationnelles des femmes

Pratiquement, la quasi totalité des femmes en Casamance appartient à des structures associatives traditionnelles ou modernes. Il semble que toutes les femmes adultes se trouvent pratiquement dans une association mais le constat est que seul le 1/3 se trouve dans les GPF ou la FAFS. Il y a 111.507 femmes de 15 à 49 ans dans la région de Ziguinchor, mais les 604 groupements de promotion féminine affiliés à la Fédération (GPF) ne comptent que 30.000 membres, et la FAFS qui regroupe 22 associations a 1200 membres.

On retrouve aussi des femmes dans des organisations mixtes : ASC (Associations Sportives et Culturelles), OCB (Organisation Communautaire de Base) et les congrès qui sont des assemblées villageoises, mais elles y sont en minorité. C'est pourquoi, Il est important de prendre en compte aussi les structures associatives traditionnelles.

- Il est important d'identifier les autres formes d'organisations pour toucher la majorité des femmes, car se limiter aux seuls GPF c'est aussi exclure une bonne partie d'entre elles des possibilités offertes à la région.

Evaluation des capacités des structures existantes

L'examen des rapports semestriels des services du développement communautaire portant sur les activités des ONGs montre que sur la quarantaine d'organisations, seule une dizaine a une capacité financière leur permettant de mener des activités régulières. Les principales actions portent sur :

- les activités économiques,
- les activités sociales et culturelles,
- les activités de formation.

Les structures existantes que sont les ONGs, les partenaires au développement, et les associations n'ont pas toujours les capacités requises pour répondre aux besoins des femmes. Elles ne prennent pas toujours en compte dans leur intervention la perspective genre visant à réduire les inégalités entre hommes et femmes et à permettre un accès égal aux services. Cependant, il faut noter que Le PAARZ a initié une approche pour mettre en place des cadres de concertation entre hommes et femmes. Par ailleurs, il y a une insuffisance de coordination des actions des ONG et beaucoup parmi elles ont une faible capacité d'intervention.

IV- Contraintes

Les femmes disposent d'un formidable potentiel pour un développement économique profitable à la communauté, mais elles font face à des contraintes liées à l'accès aux capitaux, aux facteurs de production et à leur position sociale.

Accès au crédit

Les femmes sont confrontées au problème d'accès au crédit, et les théories selon lesquelles en Casamance les populations refusent de s'endetter pour des raisons culturelles semblent obsolètes. Les réticences sont plutôt dues aux «conditionnalités» et à des logiques qui relèvent d'une simple rationalité économique car les risques sont élevés et sont liés aux facteurs suivants :

- les garanties ou apports exigés sont élevés par rapport aux possibilités des femmes de fructifier le capital reçu,
- à cause de l'insécurité, les femmes ont peur de prendre du crédit car les investissements peuvent être pillés par les bandes armées,
- l'absence de marché locale et la difficulté d'écouler les produits hors de la région et l'absence d'infrastructures pour stocker ou conserver les produits entraînent une perte de production.

Les mécanismes d'accès au crédit envisagés par les autorités administratives comme le Conseil Régional à travers une fondation comporte des risques. La gestion du crédit doit obéir à une logique économique et non à une logique administrative. Toutes les femmes appartiennent à des structures d'épargne traditionnelle, il serait plus rationnel de partir de ces structures pour les renforcer et les consolider. Le CRS a initié une expérience de prêt sans apport préalable. Les femmes apprécient beaucoup cette démarche même si elles déplorent la faiblesse des sommes octroyées.

- Il est possible de déterminer un appui financier direct aux femmes. La région de Ziguinchor compte environ 100 000 femmes en mesure de s'investir dans la production. La mise en place d'un crédit sans intérêt d'environ 10 milliards permettrait un accès au crédit en moyenne de 100 000F par femme.

Accès à la terre

L'accès à la terre constitue un problème difficile à résoudre dans le court terme, en effet la gestion de la terre est l'une des raisons du déclenchement du conflit. La propriété du sol est reconnue à la famille qui la première a défriché l'espace et ce droit est inaliénable. La gestion de la terre a une dimension sociale et mystique.

En milieu diola, la propriété foncière est à l'origine une propriété clanique à base religieuse, et toutes les terres appartiennent à ATA EMIT (Dieu) qui en confie l'administration aux génies délégués (UKIN) qui à leur tour transmettent leurs pouvoirs aux roi-prêtres. À Oussouye, sur le plan mystique c'est un totem le BOUNETI qui est le gardien des terres, mais la gestion est confiée à l'aîné de la lignée. Aujourd'hui, avec la forte natalité, il se pose de plus en plus un problème d'accès pour les plus jeunes car les propriétés ne peuvent se diviser à l'infini.

L'accès à la terre varie selon les zones et selon les groupes ethniques. Et en général, les femmes du fait de leur statut n'ont pas accès à la propriété foncière, même si elles ont la possibilité de l'exploiter. Quand elles se marient elles n'ont plus le droit à l'usage des terres de leur familles d'origine, et quand elles quittent leur mari, elles perdent les terres qu'elles exploitaient.

Dans le Blouff, la femme a des droits limités, elle n'a pas le droit de planter un arbre fruitier sur l'espace appartenant à la famille de son époux. La zone de Thionkessyl constitue une des rares exceptions où la femme a accès à la propriété, par une affectation définitive d'une parcelle.

Si l'accès individuel à la terre est difficile pour les femmes, elles arrivent de manière collective par le biais des groupements féminins à disposer de périmètres maraîchers, qu'elles subdivisent en parcelles individuelles.

Position sociale

Au niveau des différentes instances politiques ou administratives : Conseil régionale, Conseil municipal, Conseil rural et diverses instances de gestion communautaires. Les femmes n'ont pas ou peu de pouvoir, elles ne sont que 4 femmes sur 42 au Conseil régional. Cette situation accentue leur marginalisation dans la gestion du processus de développement de la région.

Problèmes de formation et d'information et faibles capacités techniques

Les femmes n'ont pas toujours la maîtrise des compétences nécessaires à leur participation au développement de leur région, qu'il s'agisse de compétences sociales ou techniques. Elles sont moins scolarisées que les hommes et sont analphabètes dans leur grande majorité.

- Les femmes ont identifié des besoins de formation technique dans les domaines suivants : le tissage, la production et le conditionnement du miel, la production de l'huile de palme et la gestion. Elles ont de besoins d'information dans la santé, la gestion décentralisée, le leadership etc.

V - L'implication des femmes dans la négociation de la Paix

La relance des activités sociales et économique en Casamance, ne peut se faire sans un préalable : la réconciliation des populations. Une cohabitation paisible entre les démobilisés et ceux qui n'ont pas voulu prendre les armes nécessite d'abord la mise en place d'un processus de communication sociale, pour parvenir à pardon collectif. Des gens ont été enlevés et les familles, à défaut d'identifier leurs bourreaux, connaissent les indicateurs qui selon elles ont fuit les villages après leurs forfaits. Beaucoup de femmes ont affirmé ne pas pardonner à leurs bourreaux et ceux de leur famille, et que des règlements de compte risquent de se faire. D'ailleurs il nous a été signalé que dans une famille où le père a été tué, les enfants ont à ce jour élimé quatre personnes supposées être impliquées dans l'assassinat de ce dernier.

Dans ce processus de réconciliation des coeurs, les femmes ont un rôle essentiel à jouer, parce qu'elles ont une capacité de médiation mais aussi parce que socialement elles occupent une place centrale dans la gestion des conflits. De nombreux témoignages convergent sur le fait que les femmes ont été impliquées à la préparation du conflit dans sa dimension mystique de par leur rôle de prêtresse.

Les femmes se sont senties écartées par les autorités et elles estiment qu'on a fait appel à elles que quand le nombre de morts est devenu top important et qu'il était peut-être trop tard. La seule femme membre du groupe des cinq qui avaient lancé un appel à la Paix en 1992 sur l'initiative du préfet d'alors est l'unique survivante, les quatre autres hommes ayant été tués.

Pour les femmes, ceux qui discutaient de la PAIX dans les hôtels n'étaient pas les plus habilités à en parler. C'est pourquoi, elles ont perçu les différentes tentatives de négociations comme une façon de se partager de l'argent. Mais même si les femmes ont été écartées des négociations, cela ne les a pas empêché de prendre de nombreuses initiatives pour la Paix.

En 1993, les femmes se sont mobilisées dans le cadre de la marche organisée par les jeunes pour la Paix.

En mai 1995, pour le festival des origines, femmes diola et sérères se sont retrouvées dans un cadre de commun pour la recherche de la Paix.

En Mars 1996, les femmes ont participé massivement à l'appel de la Paix organisée par l'ONDH pour un rassemblement à la place Jean Paul II à Ziguinchor.

En 1997, les femmes ont organisé une marche pour la Paix à travers la ville.

Les différentes organisations se sont regroupées dans un collectif des femmes pour la Paix. Elles ont organisé les 25 et 26 novembre 1999 à Ziguinchor, un Forum national des femmes pour la Paix en Casamance, et elles ont participation aux négociations de Banjul, les 26 et 27 décembre 1999.

Le 10 mars 2001, avec l'appui de l'UNIFEM, elles ont a nouveau marché pour la Paix et lancé un appel aux différents protagonistes.

Les initiatives des différentes organisations ont leur intérêt, mais elles comportent aussi des limites. Les autochtones acceptent tout appui et accompagnement qui vont dans le sens d'une recherche de la Paix, mais ils contestent le leadership de personnes étrangères à la région et à leur culture.

- Si les rôles des uns et des autres ne sont pas bien négociés et acceptés, ces actions risquent de demeurer superficielles et sans impact sur les acteurs.

Le Groupe d'Action et de Réflexion pour la Paix en Casamance GARPAC est conscient du problème et cerne bien ses limites. Il s'agit pour lui de créer des structures de prévention dans les villages et les quartiers. Il envisage de former les femmes aux techniques de médiation sociale et de facilitation. Il compte identifier les couches sociales les plus crédibles, et travailler avec les prêtresse et les femmes initiées, afin de renforcer les méthodes traditionnelles et de les institutionnaliser.

Un groupe de femmes initié que nous avons rencontré a révélé que les prêtresses ont repris l'initiative d'invoquer la Paix dans les lieux de culte, dans la plus grande discrétion.

Conclusions et recommandations

L'examen de la situation montre que les femmes ont particulièrement souffert de cette crise, parce qu'il leur est revenu la charge d'assurer la survie de ce qui reste de la cellule familiale, quand les pères et les fils ne sont plus là. L'essentiel des activités économiques est assuré par les femmes, mais l'effectivité du pouvoir continue à être entre les mains des hommes.

La crise a entraîné une déstructuration assez avancée de la société, mais les règles de fonctionnement continuent à faire référence à des logiques sociales qui ne correspondent plus à la nouvelle réalité. Le développement de la zone ne pourra se faire sans reconsidérer ces règles de fonctionnement et la position sociale des femmes.

Les programmes qui seront mis en place par le PRAESC et les investissements doivent prendre en compte cette nouvelle donne. Sans un examen attentif de la place centrale de la femme, l'efficacité du PRAESC pourrait être largement compromise. Aussi il importe d'examiner les priorités définies par les femmes et de dégager des actions à soutenir

Priorités identifiées par les femmes

Les priorités identifiées par les femmes portent sur : le déminage, l'habitat, l'appui alimentaire, l'appui financier et la gratuité des soins de santé.

1) Le déminage

Le retour des populations dans les villages suppose une reprise des activités de production et cela ne peut se faire sans un déminage sécurisant des espaces de vie et de production.

2) L'habitat

Pour beaucoup de familles, les habitats en terre battue sans entretien depuis des années se sont écroulés et nécessitent des moyens pour la réfection. Selon les femmes, leurs maris et leurs enfants dans le maquis souhaitent revenir dans leur villages mais parfois il n'y a plus personne pour les accueillir. Certains reviennent en cachette voir leur famille dans la périphérie de Ziguinchor, mais ils ne peuvent pas rester longtemps en ville de peur d'être identifiés.

3) Un appui alimentaire pendant une année

Les femmes souhaitent disposer d'une aide alimentaire pendant un an (le temps d'une saison agricole). Cette demande des femmes repose sur la logique selon laquelle de retour dans leurs foyers, les agriculteurs ne disposant d'aucune ressource, ne pourront avoir une autonomie alimentaire qu'après la prochaine récolte.

4) Un appui financier

Elles souhaitent un appui financier pour relancer les activités de production et de commercialisation.

5) La gratuité des soins de santé pendant un an

Les populations déplacées souhaitent avoir un accès gratuit aux soins de santé, le temps d'une saison agricole, pour disposer de ressources leur permettant de faire face aux coûts.

Actions à soutenir

Les actions à soutenir sont de diverses natures : sociale, économique, et psychologique

Au plan social

La reconstruction ne peut se faire sans l'installation d'une Paix définitive et durable. Toutes les analyses montrent que les femmes ont joué un rôle fondamental dans la préparation mystique du conflit, c'est pourquoi, il est important de prêter une attention à aux croyances populaires quant à leur rôle indispensable dans le retour à une Paix définitive et durable. C'est dans cette perspective qu'il est nécessaire d'initier un certain nombre d'actions :

- accompagner les femmes pour la redynamisation des structures traditionnelles de gestion de la Paix, par la formation et le renforcement des capacités;
- mettre en place un programme de communication sociale par les radios communautaires portant sur l'éducation à la Paix, mais aussi sur les droits humains.

Au niveau économique

- Accorder aux femmes du crédit à des conditions acceptables, en réduisant au minimum les conditions d'accès ou même en leur accordant des crédits remboursables mais sans intérêt.
- Rendre disponible les équipements de production et former les femmes pour assurer la maintenance et l'entretien.
- Mettre en place des infrastructures structurantes de conservation et de transformation de fruits, des légumes et des produits halieutiques.
- Maintenir la position des femmes dans l'exploitation forestière
- Soutenir des initiatives individuelles et collectives (GIE, associations, groupements féminins) de femmes dans les services comme : le transport, la restauration, l'assainissement

Au plan psychologique

Comme les hommes, les femmes ont subi des traumatismes liés à une barbarie inhumaine insoupçonnable. Sur les 433 victimes de mines recensées par Handicap international, on compte 104 femmes soit 24%. Mais en plus de ces victimes identifiées par Handicap International, il existe des victimes dans le maquis, qui étaient en 1995 au nombre de 250 hommes et femmes.

La prise en charge de cette catégorie sociale pose un grand problème, le centre Kagamen qui avait été créée par une association de femmes pour faire face à l'urgence a fermé suite à la fin de l'appui de ses partenaires. L'hypothèse selon laquelle il était préférable de les mettre dans des familles d'accueil en comptant sur le sens de la solidarité traditionnelle n'a pas tenu ses promesses. Dans un contexte de pauvreté massive, les familles n'ont pas les moyens de cette prise en charge.

- Il serait pertinent de créer un centre multifonctionnel de prise en charge de rééducation et de réadaptation sociale, pour les victimes de divers traumatismes physiques et psychologiques.

Gestion des ressources

Il est important de veiller dès la planification à ce que l'essentiel des ressources ne bénéficie uniquement qu'à la composante masculine.

- L'enveloppe de sécurité destinée au ménage ne doit pas être sous la seule responsabilité du chef de ménage, il faut mettre en place des modalités d'accès pour les deux conjoints.
- Dans le mode de passation des marchés, il faut tenir compte des capacités et des limites des femmes. Elles peuvent être efficaces comme prestataires de services sans détenir les compétences requises pour répondre aux exigences techniques de réalisation des dossiers, ce qui risque de les exclure de la sélection. De la même manière qu'il existe désormais des clauses pour favoriser les opérateurs locaux, il devrait en être de même pour favoriser les femmes qui en ont la compétence pour l'attribution des marchés de proximité.
- Pour garantir une prise en compte effective de la dimension genre, il est important de veiller à une présence significative des femmes dans les instances suivantes du PRAESC : comité de coordination, antenne départementale, comités départementaux.

Budget global

Il est important de veiller dès la planification à la part du budget qui va directement aux femmes pour éviter que l'essentiel des investissements ne bénéficie qu'à la composante masculine.

Calendrier de rencontre

Structures	Personne rencontrées	Date
Dakar		
Collecte de documents		23 avril
Fondation Freidrich Ebert	Mme Coll-Reibeiz - Chargée de programme	24 avril
Programme National de Lutte contre le Sida (PNLS).	Docteur Ibra Ndoye	25 avril
Radho	Aminata Dièye Chargée du programme femme	28 avril
Ziguinchor		
Collectif des femmes pour la Paix en Casamance	Seynabou Male (Présidente)	1er mai
Kagamen	Alimatou Souaré (Présidente) Présidente des femmes déplacées Un groupe de 12 femmes déplacées	1er mai
Gouvernance	Biram Sarr Gouverneur Adjoint administratif	2 mai
PAARZ	Suzanne	2 mai
Transport routier	Omar Sy	2 mais
Transport terrestre	Cheikh Mounirou Coly	2 mai
Commune de Ziguinchor	Abba Diata (adjoint au Maire) Marcel Mané Michel Sambou (conseiller)	3 mai
UNICEF	Enfants déplacés	
Conseil régional	Pascal Manga Président	3 mai
Service régional de la santé	Youssoupha Gaye Médecin chef	3 mai
Développement communautaire	Lamine Coly (chef de service régional)	3 mai
Inspection d'Académie	Inspecteur adjoint	4 mai
Service de l'hydraulique	Lamine Bodian chef de service	4 mai
Rencontre avec les associations paysannes	PAARZ Congad, Cord/B, Ajac/ARPAN - (APCR) - AJAC -ARPAN - FGPF - FONGS.	5 mai
MFDC	Abé Diamacoune Bertrand Diamacoune Ibrahima Badj	5 mai
Congad GRAPAC	Moussa Barry Mouhamed Sow (Iman de mosquée) Ndèye Marone (FAFS) Martin Mané (AGADA) Duno Koné Moussa Sadio PACT	6 mai

Bibliographie

Comptes-rendus des réunions de coordination et de suivi des activités des ONG dans la région de Ziguinchor : rapports des Premier semestre 1999, Deuxième semestre 1999, Premier semestre 2000, Deuxième semestre 2000. - Service Régional du Développement communautaire.

Compte-rendu des réunion de coordination et de suivi des projets de développement dans la région de Ziguinchor : rapports du premier semestre 1999. Gouvernance de la Région de Ziguinchor 1999.

Compte-rendu du suivi des activités des ONGs dans la région de Ziguinchor . Gouvernance - Région de Ziguinchor.

Handicap International (2000) - Les victimes de mines en Casamance (Sénégal) 1998-1999. Novembre 2000.

Femmes et Paix au Sénégal : exemple de la situation en Casamance - UNIFEM. Mbow Penda, mars 2101.

Présentation de la région de Ziguinchor : Espace physique, Economique et Social. Gouvernance de la Région de Ziguinchor - Mai 1999.

Synthèse de documents socio-économiques de la Région de Ziguinchor. MDRH/GTZ /PAARZ- Sud informatique /Ziguinchor, Septembre 1992.

Situation Economique Régionale. Région de Ziguinchor - Service régional de la prévision et de la statistique. Edition 1999.

Réhabilitation de la Casamance : des perceptives attentives au genre UNIFEM mars 2001.